



Les liens de la sécurité alimentaire

Rapport de la conférence provinciale sur la sécurité alimentaire

Journée mondiale de l'alimentation

Le jeudi 16 octobre 2008

Université de Moncton

Le Réseau d'action sur la sécurité alimentaire
du Nouveau-Brunswick (RASANB)

The New Brunswick Food Security Action Network (NBFSAN)

Contexte de la conférence

Le Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du Nouveau-Brunswick est une coalition travaillant à « déterminer des mesures prioritaires en matière de promotion de la sécurité alimentaire au Nouveau-Brunswick. » Au moyen de la recherche, de la promotion et de l'éducation, et de l'engagement communautaire, la coalition s'efforce d'augmenter la sécurité alimentaire dans la province, comme en témoigne une plus grande proportion de la population néo-brunswickoise qui a accès à des aliments nutritifs, la hausse de la consommation d'aliments nutritifs, l'accent sur l'achat d'aliments locaux et une meilleure viabilité économique pour les fermes locales. Une sécurité alimentaire accrue est essentielle à l'atteinte des objectifs fixés dans un grand nombre de ministères et stratégies, y compris le mieux-être, l'éducation, l'auto-suffisance, etc.

La sécurité alimentaire est présente lorsque **toutes les personnes, en tout temps, ont un accès physique et économique à de la nourriture salubre, suffisante, appropriée sur le plan culturel et nutritive afin de répondre aux besoins alimentaires requis pour vivre en santé, y compris de la nourriture produite de façon durable**. Par conséquent, le concept de sécurité alimentaire comprend à la fois des enjeux personnels d'accès à la nourriture, et des enjeux systématiques de production et d'approvisionnement alimentaire. La sécurité alimentaire contribue au bien-être physique, mental, culturel, spirituel et affectif des résidents de notre province.

Il faut une stratégie détaillée et étendue pour obtenir des changements durables lorsqu'on s'attaque à un problème complexe comme la sécurité alimentaire. Une stratégie efficace exigera le « rassemblement » de groupes ayant des buts connexes, et l'élaboration de mesures, de programmes et de politiques qui se complètent et se soutiennent, à tous les niveaux, en vue de créer une province en situation de sécurité alimentaire. Les objectifs de la conférence étaient donc les suivants :

- Déterminer et explorer les points communs entre les divers intervenants intéressés à améliorer la sécurité alimentaire au Nouveau-Brunswick.
- Créer des partenariats qui nous aideront à travailler ensemble vers une vision et des buts communs après la conférence.
- Commencer à mettre sur pied un réseau de communication et s'efforcer d'adopter des moyens de communication efficaces entre les intervenants, ce qui mènera à l'élaboration d'une stratégie détaillée.
- Faire le suivi des discussions de la conférence précédente, Création de collaborations communautaires : un échange rural-urbain.

La conférence visait à faciliter les échanges sur la « façon de procéder » dans nos collectivités, de renforcer l'excellent travail en cours et d'augmenter la capacité d'agir, entre autres, des collectivités, des écoles et des milieux de travail.



Personnes invitées

Sénatrice Marilyn Trenholme Counsell

À titre de médecin de famille, la D^{re} Trenholme Counsell a exercé à l'Hôpital général de Toronto, ainsi qu'à Sackville et Port Elgin, au Nouveau-Brunswick. Avant d'entreprendre sa longue carrière de médecin, elle a travaillé comme nutritionniste pour les gouvernements du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. Pendant ses premières années à Toronto, elle a également été journaliste indépendante et a publié des articles dans des revues spécialisées. Le 18 avril 1997, la D^{re} Marilyn Trenholme Counsell a été assermentée comme 28^e lieutenant-gouverneure du Nouveau-Brunswick, poste qu'elle a occupé jusqu'au 26 août 2003. Elle a été nommée au Sénat en 2003. La D^{re} Marilyn Trenholme Counsell est membre du Comité sénatorial des affaires sociales, des sciences et de la technologie, groupe qui s'est déplacé à l'échelle du Canada durant son étude sur la santé mentale, recommandant une commission nationale sur la santé mentale. De plus, elle s'est faite l'avocate des enfants et de l'alphabétisation et, dans le cadre de ses discours au Sénat, elle insiste sur le développement, l'alphabétisation et la santé des jeunes enfants.

M^{me} Patty Williams, Ph. D., P.Dt

M^{me} Patty Williams est professeure agrégée au département de la nutrition humaine appliquée de l'Université Mount Saint Vincent, à Halifax en Nouvelle-Écosse. Elle est à la tête de la chaire de recherche du Canada en sécurité alimentaire et en changements des politiques. Par ailleurs, M^{me} Williams a établi et coordonné le Participatory Action Research and Training Centre on Food Security à l'Université Mount Saint Vincent. Sa recherche est axée sur les moyens d'améliorer notre compréhension de ce qui détermine la sécurité alimentaire pour appuyer et modifier les politiques.

Panélistes :

- | | |
|-----------------------|---|
| • Janice Kelly | Diététiste, Services de santé publique, Saint John |
| • Jean-Eudes Chiasson | Président de la division du Nouveau-Brunswick du Syndicat national des cultivateurs |
| • Jennifer MacDonald | Membre du conseil, Alliance agricole du Nouveau-Brunswick |
| • Joanne Petitpas | Front commun pour la justice sociale |
| • Kent Coates | Producteur agricole |
| • Martha MacLean | Diététiste, Centre de santé communautaire St. Joseph |
| • Patty Williams | Chercheure en sécurité alimentaire, Université Mount Saint Vincent |
| • Wendy McDermott | Collectivités dynamiques, Saint John |

Animateurs de la conférence

Le Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du Nouveau-Brunswick aimerait remercier les personnes suivantes, tous des animateurs experts :

- | | |
|---------------------------|--------------|
| • Sophie Pitre-Arseneault | Santé Canada |
| • Heather Gass | Santé Canada |
| • Alain Clavette | Journaliste |



Présentations de la conférence

Sénatrice Marilyn Trenholme Counsell

« *Les aliments que nous consommons, ou que nous omettons de consommer, sont inextricablement liés à notre santé, à notre guérison en cas de maladie, à notre bien-être général, et même au plaisir que nous retirons de la vie.* » C'est avec cette réflexion personnelle sur le rôle essentiel de la nourriture dans tous les aspects de la vie d'un être humain que la sénatrice a lancé la conférence. Elle a ensuite donné un vaste aperçu de nombreux enjeux liés à la chaîne d'approvisionnement alimentaire d'aujourd'hui : de la listériose aux autres maladies d'origine alimentaire, en passant par les préparations pour nourrissons gravement altérées, le débat actuel entourant les biocarburants, les questions relatives aux aliments biologiques et la hausse des coûts du panier de provision familial. Elle a demandé aux participants de reconnaître le rôle qu'ils pourraient jouer à titre de conseillers auprès des concitoyens et concitoyennes, et de guides dans le choix des meilleurs aliments pour toutes les personnes assises à la table, dans leur maison, à l'échelle du pays.

Pour obtenir le texte complet du discours de la sénatrice Trenholme Counsell, se reporter à **l'annexe A**.

M^{me} Patty Williams, Ph.D.

M^{me} Williams a ensuite donné un aperçu de la recherche actuelle dans les domaines suivants :

- *Qu'est-ce que la sécurité alimentaire et l'insécurité alimentaire?*
- *Pourquoi devrait-on aborder ce point comme un problème social crucial et de santé publique?*
- *Quelles sont les approches pour aborder l'insécurité alimentaire au Canada?*
- *Établir une capacité pour le changement aux systèmes : rôle de la recherche active participative*
- *Défis et possibilités*

Pour obtenir le texte complet de la présentation PowerPoint, se reporter à **l'annexe B**.

Discussions en groupe

Une discussion en groupe a eu lieu pour entendre les personnes qui travaillent dans le domaine de la sécurité alimentaire ou qui sont touchées par ses nombreux aspects. Pour lancer la discussion, on a demandé aux panélistes d'expliquer ce qu'est la sécurité alimentaire et ce qu'elle signifie pour eux. Les thèmes suivants ont été établis :

- **Revenu adéquat** S'assurer que toutes les personnes ont les moyens d'acheter la nourriture dont elles ont besoin.
- **Accès à la nourriture** S'assurer que les personnes peuvent avoir accès à la nourriture et que cette dernière peut être remise aux gens. S'assurer que tous les gens ont accès aux épiceries et autres magasins d'alimentation, peu importe leurs moyens de transport.
- **Souveraineté alimentaire** Avoir le contrôle de la nourriture que nous mangeons, dont elle provient, de quoi elle est constituée.
- **Autosuffisance alimentaire** Accès à la nourriture de nos propres communautés – ne pas compter



sur les aliments de l'extérieur du Nouveau-Brunswick.

- **Suffisance alimentaire** Avoir assez de nourriture pour tous.
- **Sécurité alimentaire** S'assurer que notre approvisionnement alimentaire est exempt de contaminants, etc.

Même si la discussion en groupe était ininterrompue et de grande envergure, les nombreux points qui ont découlé du reste des propos ont été regroupés sous les thèmes susmentionnés. Pour mieux interpréter l'information, un grand nombre des points ont été regroupés dans les catégories « problèmes » et « solutions ». Quand il n'y avait pas de distinction précise, ils ont tout simplement été énumérés sous « points ».

Revenu adéquat

Problèmes

- *L'argent de soutien social ne couvre pas les besoins de personnes vivant dans la pauvreté.*
- *Nous avons des familles qui vivent dans des voitures parce qu'elles ne peuvent se permettre un logement. J'ai de la difficulté à croire que je vis dans un pays où les gens meurent parce qu'ils n'ont pas assez d'argent chaque mois pour nourrir leurs familles.*
- *Le coût de 2 L de lait est deux fois plus élevé que celui de 2 L de boisson gazeuse. Je ne peux me permettre d'acheter du lait pour ma famille lorsque je pourrais acheter 10 L de boisson gazeuse pour le même prix que 2 L de lait.*
- *Je n'achète pas mes épicerie à la fin du mois parce que les prix sont plus élevés (autour du temps où les chèques d'aide sociale sortent).*

Solutions

- *Un grand nombre d'entre nous ont le loisir de décider ou non d'acheter des aliments locaux ou quels ingrédients nous ne pouvons manger. Mais les gens qui ont un revenu fixe n'ont souvent pas ce choix. Ils ont besoin de nourriture pour combler le vide. Nous avons besoin de travailler ensemble à régler ce problème.*
- *J'essaie toujours d'acheter en vrac pour épargner de l'argent.*

Accès à la nourriture

Problèmes

- *Walmart et Giant Tiger étaient deux des épicerie que nous avons sondées pour établir le coût des aliments à Saint John. Elles sont les seules épicerie accessibles à certaines des communautés les plus vulnérables au Nouveau-Brunswick. Comme nous le savons, elles n'ont pas de produits frais.*
- *Je parle au nom du groupe de mères seules... nous faisons nos achats au Giant Tiger et à Walmart parce que les grandes chaînes d'épicerie changent leurs prix. S'ils offrent un 2-pour-1, vous vous apercevrez que le prix est le double ce celui qu'il était la semaine précédente. Nous n'avons pas les moyens d'acheter de la nourriture dans ces endroits.*
- *J'ai grandi avec un jardin qui était la taille de cette pièce. Nous étions fiers d'y travailler. Nos enfants manquent cette expérience parce que nous n'avons pas l'argent, l'espace ou le sens de sécurité de laisser nos enfants à l'extérieur.*

Solutions

- *Quand je le peux, j'essaie d'acheter des aliments locaux et dans des fermes de la région.*
- *Je cultive des aliments dans mon propre jardin.*



- *Il y a maintenant un grand jardin communautaire à Saint John. Nous travaillons également à convertir des terrains vagues en jardins.*
- *Nous travaillons à établir un jardin communautaire dans la région de Moncton pour l'été prochain, un projet qu'appuie Centraide.*

Souveraineté alimentaire

Problèmes

- *Les fermes deviennent de plus en plus grandes; nous donnons de plus en plus de contrôle aux multinationales.*
- *Au total, 80 % des bleuets sont cultivés en Nouvelle-Écosse. Un acheteur acquiert tous ces bleuets, les transporte à Toronto puis les revend aux magasins du Canada atlantique.*
- *Nous ne pouvons pas trouver des produits locaux dans nos magasins pour de nombreuses raisons. Par exemple, les grands magasins veulent acheter auprès d'un seul fournisseur. C'est trop compliqué d'acheter auprès de nombreux différents producteurs locaux. Ils veulent également avoir un prix uniforme. L'uniformité est la meilleure condition pour les grands magasins. Ils essaient de créer un système au sein duquel rien ne change.*
- *Les aliments locaux doivent coûter plus cher parce que nos salaires sont plus élevés. Les fermiers doivent payer des salaires plus élevés pour produire des aliments sûrs et locaux.*
- *Les consommateurs ne savent pas toujours comment trouver les fermiers auprès desquels acheter des produits.*
- *Certains règlements empêchent les fermiers de vendre certains produits directement aux consommateurs. Je connais des fermiers qui ont dû détruire de la nourriture plutôt que de donner leurs surplus aux banques alimentaires, etc.*
- *Nous n'avons pas assez d'usines de transformation des aliments ici, dans notre région. Quand Hub Meats a fermé les portes à Moncton, cela signifiait que nous avons dû envoyer les vaches plus loin aux fins de transformation et nous n'avons pas le choix. Comment se fait-il que les choses se soient rendues là? Le gouvernement a changé ses priorités et nous n'avons plus de nourriture locale.*
- *Les règlements relatifs à l'étiquetage alimentaire n'appuient pas un système alimentaire local.*
- *Il n'y a pas beaucoup d'étiquettes sur les produits (viandes, fruits et légumes frais, etc.) pour indiquer d'où ils proviennent.*

Solutions

- *Les consommateurs doivent dire aux magasins qu'ils n'achèteront pas ces produits. À titre de consommateurs, nous laissons les magasins acheter tous leurs produits de la Californie parce que nous achetons auprès d'eux.*
- *Nous devons faire des choix. Il se peut que la personne ayant un faible revenu n'ait pas le choix d'acheter des produits locaux, mais d'autres personnes de la communauté peuvent faire ces choix.*
- *Nous pouvons prendre part à des coopératives, des jardins communautaires, etc.*
- *Nous pouvons nous entre-aider à aller de l'avant et à apporter des changements positifs au sein de nos communautés.*
- *Nous devons élaborer des stratégies qui fonctionnent pour tous (fermiers, producteurs, travailleurs de première ligne, etc.) et qui inciteront le gouvernement à apporter des changements.*
- *S'il y a des fermiers qui aimeraient vendre directement, ils devraient nous en informer pour que nous sachions comment acheter leurs produits.*
- *Le Syndicat national des cultivateurs demande d'étiqueter clairement la nourriture pour donner aux gens l'option de choisir un produit en fonction de l'endroit où il provient.*



Autosuffisance alimentaire et suffisance alimentaire

Problèmes

- *Nous ne cultivons pas assez notre propre nourriture ici, au Nouveau-Brunswick (15 %). Le Maine et le Vermont sont les producteurs de file des États-Unis dans la production de leur propre nourriture (20 %). Le New Hampshire est seulement à 4 %.*
- *Nous exportons les deux tiers de nos porcs à l'extérieur de la province et nous exportons beaucoup de bovins et de pommes de terre.*
- *Il y a une autre façon de regarder cette question, c'est-à-dire déterminer le nombre de journées d'approvisionnement que nous avons. Je ne connais pas la quantité de nourriture que nous avons ici, au Nouveau-Brunswick, mais j'ai assisté à une présentation de Gwynne Dyer qui a dit que nous avons environ 180 jours de nourriture disponible dans le monde – à l'automne 2007, ce chiffre avait chuté à 45. Dans le Nord-Est des États-Unis, je pense qu'il y a seulement trois jours de ravitaillement en tout temps. C'est fou!*
- *En novembre de cette année, le Canada sera un importateur net de denrées alimentaires.*
- *Je pense que nous sommes témoins des retombées associées aux changements dans la façon de pensée du gouvernement : de l'appui aux gens aux intérêts commerciaux. Nous devons aborder ces enjeux non seulement de production alimentaire, mais aussi de vente d'aliments au détail et de transformation des aliments.*
- *Le gouvernement appuie les fermiers s'ils vont exporter un produit, mais pas s'ils font de la production intérieure. Par exemple, l'été passé, des subventions ont été accordées aux producteurs qui allaient exporter (pommes de terre, canneberges, bleuets), mais rien pour les bovins, les porcs, etc.*
- *Nous devons nous assurer que si une crise majeure quelconque nous empêche de nous procurer de la nourriture de l'extérieur de la province, que nous serons en mesure de nourrir nos gens. Le prix de l'essence est à la hausse et nous nous dirigeons vers une récession mondiale. Nous ne savons pas ce que nous réservent les six prochains mois. Je ne suis pas certain si nous allons être en mesure d'importer de la nourriture de la Californie aux Maritimes. Notre système devient de plus en plus fragile.*
- *Mais le Nouveau-Brunswick continue à perdre des fermes, des fermiers et des terres agricoles. Par exemple, nous avons perdu 90 % de notre superficie pour les pommes de terre.*
- *La réalité est la suivante : les fermiers vieillissent et ils veulent arrêter de travailler dans ce domaine.*
- *L'industrie de l'agriculture connaît des difficultés. Par exemple, 70 % des éleveurs de bovins doivent occuper un autre emploi pour assurer le bon fonctionnement de leur ferme. Seulement 7 % du coût de toute nourriture est remis au fermier.*
- *Les biocarburants ne sont pas la solution pour les fermiers du Nouveau-Brunswick. Les cultures servant à la production de biocarburants ne sont pas une option possible parce qu'elles n'ont pas assez de chaleur ou d'ensoleillement. La production de biocarburants a été une excellente chose pour certains petits fermiers de climats plus chauds, mais dans l'ensemble, les conséquences sur le prix de la nourriture ont été dévastatrices.*
- *Mon coût de diesel en juillet était de 10 000 \$. Auparavant, j'utilisais cet argent pour ma famille. C'est un grand changement et il y a des répercussions sur toutes les denrées.*
- *Le coût des engrais a augmenté de 500 %, mais les règlements nous empêchent d'utiliser des produits agricoles comme engrais.*
- *Il y a seulement une personne au ministère de l'Agriculture responsable de l'agriculture biologique.*

Solutions

- *Les produits soumis à la gestion de l'offre peuvent aider à stabiliser le revenu agricole. Sans la*



gestion de l'offre pour certains produits, nous aurions beaucoup moins de fermiers que nous avons actuellement. Les produits pour lesquels nous sommes les plus autosuffisants sont ceux pour lesquels il y a une gestion de l'offre.

- *Dans le cas d'un produit soumis à la gestion de l'offre, nous déterminons la quantité que les gens mangent et nous ne produisons que pour suffire à cette demande. En tant que fermier, si je dois acheter du nouvel équipement, je peux le prévoir dans mon budget au cours des 5 à 10 prochaines années et inscrire ces coûts dans mon barème de prix parce j'obtiens le même prix pour le lait chaque mois. Pour un fermier dont les produits ne sont pas soumis à la gestion de l'offre, si le prix baisse pour le porc ou le bovin, et ainsi de suite, la banque doit toujours être payée, que vous ayez l'argent ou non. Cela donne plus de stabilité.*
- *Pensez-vous que les systèmes de gestion de l'offre deviendront flexibles au point de permettre la vente directe? On travaille à des changements dans l'industrie, mais rien ne se produit du jour au lendemain.*

Sécurité alimentaire

Points

- *Le gouvernement n'applique pas les règlements de façon adéquate – au Canada, si une compagnie ne respecte pas les normes de transformation, elles ne paient que 5 000 \$. Ce n'est pas assez comme mesure dissuasive. Aux États-Unis, les entreprises doivent payer un million et en Europe, le cinquième de leur revenu annuel.*
- *Des alertes mondiales de santé avaient été publiées au sujet de fongicides et de métaux lourds dans les poissons, [et pourtant] nous en mangions et nous pensions qu'il s'agissait de produits canadiens en raison des étiquettes. Nous en payons tous le prix dans l'intérêt entreprises et du dollar.*
- *Les aliments produits au Nouveau-Brunswick et au Canada sont généralement plus sûrs que ceux qui sont importés de certains autres pays.*

Chercher plus loin

Les facilitateurs ont présenté une série de thèmes principaux qu'ils ont tirés des séances du matin. Les participants ont eu la possibilité d'offrir des commentaires, de suggérer des changements ou d'approuver les thèmes qui ont été reconnus. Les sept thèmes qui ont fait l'objet d'un accord au sein du groupe étaient les suivants :

1. La justice sociale, le revenu et les ressources
2. L'information, l'éducation et la communication
3. L'accès
4. L'influence sur les politiques
5. La collaboration au niveau de la communauté
6. Les choix et la sensibilisation des consommateurs
7. La durabilité

Pour examiner ces thèmes de plus près, on a divisé les participants en groupes et leur a demandé d'y réfléchir de façon plus approfondie. Les notes de discussion sur chaque thème sont incluses à **l'annexe C**. Les paragraphes suivants résument les enjeux abordés.

1. Justice sociale, revenu et ressources

Les enjeux soulevés sous cet en-tête comprenaient la dynamique familiale de parents qui travaillent



à l'extérieur de la maison et ce qui en découle : le manque de temps pour préparer la nourriture et une plus grande dépendance des aliments transformés et prêts-à-servir. Le fossé qui existe entre les riches et les pauvres a été mentionné, de même que les liens entre les revenus les plus faibles et une moins bonne santé. Les participants ont indiqué qu'il pourrait y avoir d'éventuelles épargnes dans les budgets de santé et d'éducation s'il y avait plus de ressources pour les personnes à moindre revenu. Les autres conférenciers ont rappelé à l'auditoire que la justice sociale devrait s'appliquer aux personnes pauvres des régions urbaines et qu'il faudrait envisager ceux qui produisent et traitent les aliments quand on aborde cet enjeu.

2. Information, éducation et communication

Certains des enjeux soulevés ici comprenaient l'importance de l'enseignement et du perfectionnement des aptitudes quand on touche à l'insécurité alimentaire et les dons alimentaires (p. ex., banques alimentaires). Les participants ont reconnu de grands besoins sociétaux dans les domaines de l'éducation et du perfectionnement des aptitudes entourant la préparation des aliments, l'agriculture, les sources alimentaires, la nutrition, etc. De nombreux participants ont évoqué la nécessité de remettre en vigueur l'enseignement de l'économie dans le programme scolaire et le potentiel des écoles à influencer ces enjeux au moyen d'activités pédagogiques et parascolaires. Pour ce qui est de la communication, les participants ont mentionné le besoin d'inciter tous les intervenants et les niveaux de la société à aborder ces enjeux et les avantages possibles de partenariats non traditionnels solides. Il serait très utile de sensibiliser davantage à ce que signifie de vivre dans la pauvreté.

3. Accès

Les thèmes abordés sous cet en-tête comprenaient la nécessité s'avoir accès à des aliments sains, peu importe où l'on vit, et le fait que le coût est souvent un obstacle qui empêche les familles de s'en procurer. De nombreux systèmes innovateurs ont été proposés pour améliorer l'accès à des aliments sains, par exemple l'agriculture appuyée par la communauté, les marchés de fermiers et une disponibilité accrue d'aliments locaux dans les épiceries. Les participants ont soulevé la tendance actuelle des épiceries qui laissent le centre-ville, empêchant ainsi les personnes qui y vivent d'avoir accès à de la nourriture abordable. On a mentionné que pour assurer la réussite d'initiatives conçues en vue d'augmenter l'accès à la nourriture, la communauté doit prendre possession du problème.

4. Comment influencer la politique publique sur la santé

Les idées entourant la question d'influencer les politiques portaient sur le besoin d'une voix collective et passionnée pour faire en sorte que ces enjeux demeurent une priorité. Les participants étaient d'avis que le public ne comprenait pas bien les questions entourant la sécurité alimentaire et que la sensibilisation était une première étape très importante. On a dit qu'il était nécessaire que les gens réalisent comment ce problème les touchait personnellement. Le livret, *La nourriture, vous y avez pensé?*, a été reconnu comme étant un outil qui pourrait aider. Les participants ont mentionné qu'il était nécessaire que les gens de nombreux secteurs (y compris la santé, l'agriculture, les ressources naturelles, la justice sociale, etc.) travaillent ensemble à cette question. Par ailleurs, ils ont dit que la communication entre différentes personnes qui déploient des efforts à régler ce problème était un enjeu important à aborder.

5. Collaboration à l'échelle communautaire

Les participants ont reconnu qu'il s'agissait d'une étape cruciale à la réussite de cet enjeu. La



détermination des atouts communautaires et des intervenants clés est un élément important et permettra de reconnaître les ressources desquelles puiser pour trouver des solutions communes. Le groupe était d'avis que cet enjeu allait rassembler les membres de la communauté parce qu'elle touchait à tous. Il pensait également que les décisionnaires devaient faire partie de la solution et qu'il serait possible de trouver un règlement qui serait avantageux pour tous les membres de la communauté. Les participants ont reconnu le besoin d'une collaboration et d'une coordination accrues de cet enjeu dans la province et d'une infrastructure pour y arriver.

6. Choix des consommateurs et sensibilisation

Le potentiel des consommateurs à influencer les politiques publiques et organisationnelles a fait l'objet de discussions. En demandant plus souvent des aliments locaux, les consommateurs encourageraient les détaillants à stocker plus d'aliments de la région, ce qui offrirait des marchés additionnels aux fermiers du Nouveau-Brunswick et renforcerait l'économie locale. Une plus grande sensibilisation aux coûts réels de la production alimentaire, de même qu'aux effets d'aliments moins chers sur l'environnement, la nutrition et l'économie pourrait encourager les consommateurs à faire des choix plus positifs.

7. Viabilité

Les participants ont fait allusion à l'importance d'envisager la viabilité économique et environnementale, et le besoin de laisser un héritage sain aux futures générations. La production et la distribution d'aliments à l'échelle locale sont avantageuses pour l'environnement et l'économie.



Passage à l'action

L'activité finale de l'après-midi consistait en un exercice en petits groupes au cours duquel on a demandé aux participants d'examiner et de mentionner les **actions** qu'ils pourraient prendre ou auxquelles ils pourraient participer, sur le plan personnel ou communautaire. Les actions déterminées sont énumérées ci-dessous :

Actions personnelles

Acheter localement :

- *Acheter plus souvent des aliments locaux.*
- *Demander des aliments locaux à l'épicerie.*
- *Encourager les autres à acheter des produits locaux.*
- *Acheter aux marchés fermiers.*
- *Acheter des aliments locaux, appuyer des industries locales et être plus actif au sein de la communauté.*
- *Acheter plus de produits locaux et les réfrigérer pour prolonger leur fraîcheur.*

Devenir actif :

- *Planter un jardin.*
- *Jardiner écologiquement.*
- *Faire du bénévolat auprès d'une ferme ASC* ou d'un jardin communautaire.*
- *Mieux planifier pour prévenir le gaspillage de nourriture.*
- *Échanger des fruits et légumes frais, et des recettes de la région.*
- *Encourager mes clients à consulter un conseiller ou une conseillère en économie domestique pour apprendre à tirer davantage des dollars d'alimentation et perfectionner les aptitudes à cuisiner.*

**Agriculture soutenue par la communauté*

Sensibiliser davantage :

- *Être plus conscient de la nourriture que je mange et d'où elle provient.*
- *Parler davantage de la question avec la famille et les amis.*
- *Dire aux petits-enfants d'où provient la nourriture.*
- *Inciter les enfants à prendre part aux activités de jardins.*
- *Dire aux gens où j'achète ma nourriture.*
- *Être un défenseur d'intérêt.*
- *Rapporter de l'information à la classe et générer une discussion pour commencer à sensibiliser à la nécessité de faire quelque chose... de s'investir.*

Apprendre davantage :

- *Essayer de mieux comprendre la profondeur et la complexité des enjeux dans mes propres réseaux professionnels.*
- *Apprendre davantage sur les endroits où acheter des aliments locaux.*
- *Apprendre comment appuyer les fermiers de la région et l'agriculture locale.*
- *S'informer sur le type de nourriture qui est offerte dans les banques alimentaires.*



Actions communautaires

Devenir actif :

- Rassembler les résidents de la ville pour établir des jardins communautaires dans des terrains vagues. Inciter les jeunes et les aînés à participer aux projets de jardins communautaires.
- Aider à organiser une banque alimentaire.
- Travailler étroitement avec la banque alimentaire locale et concevoir des séances d'enseignement et d'éducation pour les clients de banques alimentaires.
- Explorer la possibilité d'acheter auprès de fournisseurs locaux pour le club d'achat de nourriture.
- Organiser plus de programmes communautaires.
- Organiser des jardins à l'école.
- Travailler ensemble à réduire le coût de la nourriture.
- Faire plus de réseautage pour savoir quels sont les services offerts et reconnaître ce qui manque (p. ex., jardins communautaires, classes d'enseignement).
- Envisager de faire l'achat de nourriture locale en groupe.
- Établir un système d'échange entre jardins personnels.
- Travailler à trouver un entrepôt frigorifique pour la banque alimentaire. Une fois que l'endroit est trouvé, demander aux fermiers et aux jardiniers s'ils ont de la nourriture en surplus à donner.

Éducation :

- Communiquer mes connaissances en cuisine et en jardinage aux membres de ma communauté.
- Donner des cours, des ateliers et des présentations aux écoles secondaires.
- Créer des ressources éducatives.

Défense des intérêts :

- Sensibiliser l'administration et la communauté locales à l'importance de la sécurité alimentaire. Le gouvernement devrait avoir une notion de la pauvreté.
- Prendre des mesures plus concrètes plutôt que de continuer à parler.
- Insister sur les changements sociaux avec l'élaboration de politiques.

Renforcement des capacités :

- Renforcer les acquis auprès des enfants et des jeunes, ce qui produira des adultes sains, bienveillants et responsables qui auront les outils nécessaires en mains et qui valoriseront l'importance de cette question (www.search-institute.org).

Milieu de travail :

- Explorer la possibilité de participer à plus de projets de sécurité alimentaire à mon travail.
- Parler à mon gestionnaire de l'importance de la sécurité alimentaire et de ses liens à notre travail.
- Inciter les gens au bureau à s'investir davantage.



Réseautage :

- *Former un groupe d'intervenants collaborateurs, ou s'y joindre, qui sont intéressés à la sécurité alimentaire pour continuer des discussions et trouver des solutions localisées.*
- *Établir un groupe, ou se joindre à un qui existe déjà, et appuyer les efforts déployés pour inciter des changements communautaires ou locaux.*
- *Joindre le RASANB – communiquer nos histoires de réussite et d'échec à d'autres communautés dans l'établissement d'un système alimentaire local.*
- *Joindre un groupe activiste local.*
- *Inciter la communauté à participer.*
- *Organiser des groupes de discussions dans ma communauté.*
- *Organiser un échange d'idées entre différents membres de la communauté et différentes communautés.*
- *Aider à favoriser des partenariats qui améliorent l'accès à la nourriture et aux services qui peuvent aider les personnes à devenir autosuffisantes.*
- *Établir des partenariats.*
- *Former un comité régional de sécurité alimentaire dans notre région.*
- *Parler aux membres de notre communauté des enjeux de la sécurité alimentaire auxquels nous faisons face – discussion.*
- *Communiquer l'information de l'atelier d'aujourd'hui aux collègues et aux autres personnes de la communauté.*

Sensibiliser davantage :

- *Parler à mes pairs à propos des questions de sécurité alimentaire.*
- *Donner des présentations municipales dans la province basées sur l'information recueillie aujourd'hui et offrant les points de vue de divers intervenants sur la sécurité alimentaire.*
- *Sensibiliser la communauté au sujet de la sécurité alimentaire et de son importance.*
- *Promouvoir et appuyer l'allaitement maternel comme faisant partie de la sécurité alimentaire.*
- *Écrire un article dans mon journal local.*
- *Sensibiliser davantage mes collègues et les gestionnaires de mon milieu de travail à ce sujet.*
- *Discuter de la sécurité alimentaire au sein de notre communauté au moyen des médias, d'ateliers, de comités (santé), de l'administration municipale et du gouvernement provincial.*
- *Parler aux représentants gouvernementaux au sujet de nos préoccupations en matière de sécurité alimentaire.*



Prochaines étapes du RASANB

Le Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du Nouveau-Brunswick misera sur cette activité en continuant de faire croître et de renforcer les liens avec les participants et les autres intervenants.

Les mesures de suivi comprendront ce qui suit :

- **Création de nouveaux liens au sein de la chaîne agroalimentaire** – amélioration du transfert aux intervenants des connaissances sur la chaîne agroalimentaire et contribution au renforcement de l'économie alimentaire régionale.
- **Renforcement des échanges de renseignements** – création d'un moyen de communication efficace avec tous les intervenants et établissement d'un réseautage et de communications efficaces.
- **Augmentation de la capacité organisationnelle** – développement de la capacité au sein du secteur communautaire et à but non lucratif pour inclure des méthodes innovatrices de développement communautaire en sécurité alimentaire afin de compléter ce qui se fait actuellement en matière de prestation d'un approvisionnement d'urgence.
- **Appui continu des campagnes de sensibilisation et d'éducation** – appui mutuel de la vision et des buts communs.
- **Développement permanent du réseau** – travail en collaboration avec les intervenants pour obtenir des ressources pour un poste de soutien.

Contactez le RASANB

Le RASN est un réseau des individus, des organisations communautaires et gouvernementales. Pour de plus amples renseignements sur le travail du RASANB, veuillez communiquer avec :

Micha Fardy

Directrice du développement communautaire

Centraide de la région du Grand Moncton et du sud-est du N.-B. inc.

C.P. 768, Moncton (N.-B.) E1C 8M9

Téléphone : 506-858-8600

Télécopieur : 506-858-0584

Courriel : office@moncton.unitedway.ca

